

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité Administrative  
Bâtiment C – 2ème étage  
Boulevard George Sand  
36000 CHATEAUROUX

A Châteauroux

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société des ateliers Louis VUITTON**

Z.I. La Limoise  
36100 Issoudun

Références : VI 25/10/23 (RB)  
Code AIOT : 0010008017

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement Société des ateliers Louis VUITTON implanté Z.I. La Limoise 36100 Issoudun. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection inscrite au PPC 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société des ateliers Louis VUITTON
- Z.I. La Limoise 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010008017
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est implantée sur le territoire des communes de Condé et d'Issoudun au sein de la zone industrielle « La Limoise ». La société emploie 650 personnes, dont 350 sur le site de d'Issoudun. L'équipe de direction est commune aux deux sites.

Le site d'Issoudun, d'une surface totale de 3 hectares, comprend un unique bâtiment comportant une zone administrative, un atelier de maroquinerie et les locaux techniques associés. Il est certifié ISO 14001 (environnement) comme l'ensemble des ateliers et OHSAS 18001 (Santé et Sécurité dans

le Travail).

Cette société d'industrie manufacturière est spécialisée dans la fabrication d'articles de maroquinerie de haut de gamme. Le principal enjeu est le stockage de matières combustibles (cuir, cartons, colles, peintures), qui correspond au fond de roulement d'une journée de production. Les produits finis sont acheminés chaque jour dans un entrepôt de stockage implanté à Cergy avant d'être distribués dans les magasins de la marque.

La fabrication se déroule selon quatre étapes : la coupe des peaux sur machine, la préparation des pièces, l'assemblage et le contrôle qualité sur chaque ligne de production, et enfin l'emballage et l'expédition. L'établissement d'Issoudun réalise une partie de la préparation, le montage et l'expédition, les autres opérations sont réalisées sur le site de Condé.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite visite d'inspection du 08/09/2021
- Produits chimiques dangereux (stock, utilisation, traitement...)
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.9	Sans objet
4	Substances/produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.1	Sans objet
6	Explosion	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.2	Sans objet
7	Formation personnel	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.3	Sans objet
12	Déclaration	Règlement européen du 05/01/2021, article 9	Sans objet
13	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.8	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 1.5.1	Sans objet
2	Déchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2	Sans objet
5	Substances/produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.1	Sans objet
8	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.2	Sans objet
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.6.3	Sans objet
10	COV	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.2.1.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des produits chimiques de l'établissement est à parfaire.

Les réseaux d'eau de rejets ne sont pas séparés et les résultats d'analyses des eaux présentent des non-conformités.

La traçabilité des déchets dangereux et notamment le traitement final des déchets est défaillant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modifications installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout projet de modification, extension ou transformation des installations doit avant réalisation, être porté à la connaissance de Monsieur le Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Il n'y a plus de stockage de peaux sur le site d'Issoudun.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, TRACKDECHETS
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise la plateforme TRACKDECHETS pour tracer ses déchets mais ne s'assure pas du traitement final de son déchet.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations a procédé à 2 vérifications : <ul style="list-style-type: none"><li>- Traçabilité des DASRI: l'exploitant a présenté un "BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE D.A.S.R.I n° CF-20231017-071398D" daté du 17/10/2023, il s'agit d'un bon de prise en charge et pas d'un bordereau de suivi (Formulaire 11351*04), de plus la destination et le mode de traitement finaux ne sont pas renseignés. Le prestataire de collecte "La collecte médicale" n'est pas en mesure de fournir la preuve d'élimination finale du déchet (traitement en D9, D10 ou R1), qui doit les transporter vers un site de traitement agréé, c'est à dire disposant d'une autorisation pour traiter ces déchets. Selon les informations consultées dans le registre de déchets de l'exploitant, le traitement final serait du D13: Regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D1 à D12, or il ne s'agit pas d'un traitement final mais intermédiaire. La dématérialisation de la traçabilité des DASRI avec Trackdéchets sera obligatoire prochainement, cependant la DGS autorise son usage.</li></ul> L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un document de l'ARS d'Auvergne datant du 12/06/2014, accusant réception de la déclaration du prestataire "La collecte médicale" du point de regroupement de DASRI exploité à Clermont Ferrand. <ul style="list-style-type: none"><li>- Traçabilité des lessiviels souillés par des produits dangereux : l'exploitant a présenté un BSD dématérialisé, BSD-20230911-JGMGY3M.8R daté du 17/10/2023. le traitement final renseigné sur le BSD est en R13: Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations R1 à R12, or il ne s'agit pas d'un traitement final mais intermédiaire. Le groupement de déchets dangereux doit être réalisé sur une installation classée relevant de la rubrique 2718 et l'entreprise de destination SAFETYKLEEN doit être autorisée par arrêté préfectoral à la perte de traçabilité, or l'exploitant n'est pas en mesure de justifier ces éléments et donc de tracer son déchet jusqu'à son traitement final.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite

### N° 3 : Eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.9
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet eaux usées
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] l'exploitant est tenu de respecter, pour les rejets eaux nettoyage des outils de production et avant mélange avec les eaux usées domestiques, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous : [...]
<b>Constats :</b> Certaines analyses sur les rejets d'eaux sont non-conformes.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit effectuer 2 mesures par an sur ces eaux de rejet, les analyses du 2d semestre 2023 sont attendues. Les analyses des eaux de rejets sont réalisées sur le mélange eaux de procédé + eaux domestiques, ce qui n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.  Pour certains paramètres mesurés, les valeurs sont non-conformes : pH des rejets doivent être inférieurs à 8.5: en 2021 (8.9), en 2022 (8.7) et au 1er semestre 2023 (8.5) la concentration maximale en MES doit être inférieure à 100 mg/L: en 2021 (260), en 2022 (300) et au 1er semestre 2023 (126), la DCO maximale 300 mg O2/L: en 2021 (560), en 2022 (817) la DBO5 maximale 100 mg O2/L: en 2021 (219), en 2022 (270) Les mesures doivent être effectuées avant mélange.  L'exploitant dispose d'une convention de déversement avec la commune d'Issoudun valable du 06/04/2021 au 31/12/2024, les exigences de la convention sont moins restrictives que l'arrêté préfectoral. L'exploitant doit se conformer aux exigences les plus restrictives.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 4 : Substances/produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les FDS prévues par l'art. R231-53 du CT.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une FDS générique pour toutes les teintures.
<b>Observations :</b> La FDS "Opéra" présentée est une FDS générique, il s'agit de la FDS de la base de la teinte. L'exploitant n'a pas une FDS par teinte, les mentions de danger relative aux pigments ou colorants ne sont pas renseignées (H315, H319). Sur chaque poste, une notice de poste est affichée renseignant les risques liés à l'utilisation de produits chimiques dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Substances/produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, inventaire des substances/produits
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations susceptibles d'être présentes dans l'établissement [...] est constamment tenu à jour.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les substances/ produits dangereux sont stockés sur le site de Condé. Il y a quelques produits stockés dans des armoires fermées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, zonage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un plan identifiant les risques par zone.
<b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'un DRPCE pour identifier les zones à risque d'explosion, ce document n°797534/19712741-2 a été mis à jour le 25/09/2023 et contient la cartographie des ATEX. Pour les autres risques : émanations de produits toxiques, incendie, l'exploitant ne dispose pas de zonage interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 7 : Formation personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque chimique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] les différents opérateurs et intervenants sur le site [...] reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations [...]
<b>Constats :</b> Le personnel exposé aux produits chimiques n'est pas formé au risque chimique. Ils sont sensibilisés avec la communication d'une "information hebdomadaire".
<b>Observations :</b> Les FDS ne sont pas tenus à disposition du personnel qui n'a pas été formé au risque chimique. Les opérateurs consultés par l'inspection des installations classées ne connaissaient pas les risques liés aux produits dangereux utilisés. Une "information hebdomadaire" sur la sécurité est communiquée à l'ensemble du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 8 : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle périodiques extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état [...], l'exploitant soit fixé les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a bien procédé à la vérification des extincteurs en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 9 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déversement
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les contenants avec du liquide sont bien disposés sur des retentions bien dimensionnées et à l'abri des intempéries.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGS
<b>Prescription contrôlée :</b> Tant que l'établissement consomme plus de 1T/an de solvant par an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvant mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation et calcul les émissions de COVNM par m <sup>2</sup> de produit fabriqué.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La quantité de solvant utilisé sur site est inférieure à 1T/an. L'exploitant devra transmettre un justificatif à l'inspection des installations classées pour justification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 05/01/2021, article 9
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, base de données SCIP pour articles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'un article mis sur le marché de l'UE contenant une substance extrêmement préoccupante (substance of very high concern, SVHC) figurant sur la liste des substances candidates à l'autorisation <sup>2</sup> à une concentration supérieure à 0,1 % en masse (m/m) est tenu de soumettre des informations sur cet article à l'ECHA à compter du 5 janvier 2021.
<b>Constats :</b> La présence de substance SVHC n'a pas été vérifiée sur les articles.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit vérifier la présence de substances SVHC, la quantifier et si la concentration est supérieure à 0.1% en masse, il doit effectuer une déclaration auprès de l'ECHA.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 13 : Eaux superficielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.
<b>Constats :</b> Les réseaux d'eaux domestiques et d'eaux industrielles ne sont pas séparés.
<b>Observations :</b> Les réseaux d'eaux domestiques et d'eaux industrielles ne sont pas séparés, l'exploitant n'a pas présenté de plan des réseaux d'effluents, exigé au 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'inspection des installations classées lors de la visite. De plus les analyses des eaux de rejet sont réalisées sur le mélange, donc eaux industrielles diluées dans les eaux domestiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites